

L'Allemagne fait face à un nouvel antisémitisme

Allemagne Un "commissaire à l'antisémitisme" doit évaluer l'ampleur du phénomène, alors qu'une partie de la société se mobilise.

Nathalie Steiwer
Correspondante à Berlin

Un homme portant la kippa frappé dans la rue, une enfant molestée à l'école, une synagogue attaquée... 1 468 délits d'antisémitisme ont été recensés en 2017 par la police allemande. "Dans 90 % des cas, ces délits sont officiellement attribués à l'extrême droite, mais ce n'est pas le sentiment exprimé par la communauté juive, qui parle d'un antisémitisme musulman croissant. Nous devons en avoir le cœur net", constate Felix Stein. Le diplomate deviendra le 2 mai commissaire spécial du gouvernement allemand pour les questions d'antisémitisme. "Ma première tâche sera d'évaluer la situation", a-t-il expliqué, vendredi, devant la presse étrangère. La seconde sera de formuler des propositions "créatives" pour l'éducation et la prévention.

Avec sa nomination, le gouvernement a déjà voulu envoyer un signal face à la recrudescence des attaques contre des juifs en Allemagne. Dernière en date, le 17 avril : un jeune homme portant la kippa a été frappé à coups de ceinture par un réfugié syrien, déclenchant une vague d'indignation en Allemagne. Quelques jours plus tard, près de deux mille personnes ont manifesté à Berlin en portant une kippa en signe de solidarité.

C'est aussi après une autre vague d'indignation que le prix Echo, équivalent allemand des victoires de la musique, a dû se saborder. Des artistes éminents, dont le pianiste et chef d'orchestre Daniel Barenboïm, avaient rendu leur trophée. Un signe de protestation contre l'attribution du prix à un album des rappeurs Kollegah et Farid Bang, où ils se comparent aux rescapés des camps de concentration. La suppression des Echos montre que "les réflexes du pays ont bien fonctionné", se félicite Felix Klein, "mais le fait même que le prix ait pu être attribué à un tel groupe montre qu'il y a quelque chose qui ne va pas". L'Allemagne est "confrontée à un nouveau phénomène", a estimé la chancelière Angela Merkel sur une chaîne israélienne, "nous avons de nombreux réfugiés parmi lesquels il y a des gens d'origine arabe qui amènent une autre forme d'antisémitisme dans le pays".

Une importation ?

L'antisémitisme, une importation donc ? Le débat fait rage dans le pays. Pour Michael Kiefer, spécialiste de l'islam à l'université de Osnabrück, il y a effectivement une forme d'antisémitisme importée de pays en conflit avec Israël. Depuis les années 1990, les migrants d'origine turque ou arabe regardent des programmes satellites où la propagande anti-israélienne est particulièrement virulente, explique-t-il au quotidien "Die Zeit". Une culture qui déteint ensuite sur les enfants. La communauté juive se garde toutefois de faire porter le chapeau aux migrants. Pour Alexander Rasumny, porte-parole du centre d'information et de recherche sur l'antisémitisme (RIAS) à Berlin, "l'antisémitisme est un problème de société : on le trouve dans toutes les couches sociales, dans les milieux d'extrême droite et de gauche, parmi des gens peu politisés et parmi les populations immigrées."

Le phénomène interroge en tout cas l'Allemagne sur son histoire. "On ne peut pas dire que l'antisémitisme soit un produit d'importation au pays de l'Holocauste", a notamment lancé la dirigeante d'extrême gauche Katja Kipping, lors d'un débat télévisé. Or, selon un sondage réalisé pour le quotidien populaire "Bild", 70 % des personnes interrogées ne pensent pas que les Allemands d'aujourd'hui doivent être tenus pour responsables de l'Holocauste.